

KPB – archief Archives PCB
eigendom / propriété HISPATK-PATHISC
beheer / gestion DACOB & CARCOB

PB / BP 24

3P24 - 1975

1.9.5

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 10/1/1975

PRESENTS: BLUME DANS DEBROUWERE DE CONINCK DUCHATEAU GLINEUR
RENARD TURF VANDEN BRANDE VAN GEYT

EXCUSES: COUSSEMENT DUSSART

- DOCUMENT PREPARATOIRE AUX CONGRES FEDERAUX (à discuter au CC 25/25/1
- envoyer au cours de la semaine prochaine aux membres du BP en vue de la discussion à la prochaine séance du BP

- PREPARATION CC DU 11/1

Politique étrangère :

- annoncer au CC, la composition de la Commission des Affaires étrangères :

J. BLUME -J. TERFVE -J. DEBROUWERE -R. GILLIS -S. NUDELHOLE -J. DUBOSCH
J. MOINS -J. NAGELS- M. GUISSÉ- I. BLUME -A. DE SMET -A. DE CONINCK -
DEGHLIN -
J.P. VAN KERCKHOVE -E. PENNE

- annoncer composition section de politique étrangère :

J. BLUME - A. DE CONINCK - J. TERFVE - J. DUBOSCH - A. DE SMET

- accord s/ amendements à introduire dans le projet de résolution à présenter au CC

- CANDIDATURES POUR LE BP: les candidatures (Baiwir et Levaux) ne peuvent être retenues; on ne peut accepter la représentation au sein du BP d'une tendance oppositionnelle dont de surcroît l'argumentation est souvent fort peu explicite (néanmoins se référer à la déclaration de Levaux sur l'aventurisme et le gauchisme) Insister sur la nécessité d'une direction " suffisamment unie " et qui accepte lorsque la discussion est venue à son terme, l'action solidaire du groupe

- REPOSE A LA LETTRE DE M. LEVAUX : donner la réponse sur le cas de Juckmes et la fédération de Verviers

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 31/1/ 1975

PRESENTS: BLUME - DANS - DEBROUWERE - DUCHATEAU - DUSSART - GLINEUR-
RENARD - TURF - VANDEN BRANDEN - VAN GEYT

EXCUSES: COUSSEMENT - DE CONINCK

DATES CONFERENCES REGIONALES.

- Bruxelles : 14/15/3
- Wallonne : 23/3
- Flamande : 5/4

EXECUTION DECISION CC S/LIEGE : communiquer aux membres flamands
du BP, le PV du Bureau wallon

- composition de la délégation CC pour préparation congrès Liège:
prévoir suppléance par J.Blume (notamment pour la délégation au
CF du 4/2)

INITIATIVES DU BP S/POLITIQUE ETRANGERE

- prendre acte des réponses PSB-PLPWallon et V.U.
- prévoir un communiqué après la démarche chez Tindemans le 4/2

LUTTES SOCIALES:

- VAL ST LAMBERT : développer la pression pour une intervention de
Mathot au Parlement
- METTALURGIE::prévoir lundi un modèle de tract pour reproduction
par les fédérations
- y insister s/l'alternative possible à la crise (le développement
des luttes)

VENTE MILITANTE DE PRESSE: surtout aux entreprises le vendredi 7/2
(Renard-Turf et les camarades des rédactions mettront au point la
page consacrée à cette bataille)

- dans l'éventualité du développement d'un front politique, prévoir
un communiqué du secrétariat.

PROCESVERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 14/2/1975

PRESENTS: BLUME - DANS - DEBROUWERE - DE CONINCK - DUCHATEAU -
GLINEUR - TURF - VANDEN BRANDEN

EXCUSES: COUSSEMENT - DUSSART - RENARD - VAN GEYT

- PREPARATION DU CONGRES FEDERAL DE LIEGE

Prednre acte des informations sur le déroulement des assemblées
cellule Bensberg (Dejacé) CAP (Nudelhole) Seraing (Dans)

- insister au cours des prochaines assemblées sur importance d'un
vote sur le document CC

- délégation CC au prochain CF (18/2) Van Geyt- Duchateau-Withages-
et Glineur s'il peut se libérer de la réunion des PP de Charleroi
ce même soir

- délégation CC au Congrès fédéral - L.VAN GEYT DANS DUSSART TERFVE
mais à réexaminer au prochain secrétariat

SITUATION POLITIQUE ET SOCIALE.

- s/ luttes sociales en cours : prévoir si possible ce vendredi après-
midi, une résolution du Bureau wallon sur l'importance d'une coordi-
nation de l'action à l'échelle wallonne - saluer l'action qui démar-
re à Liège et qui aura incontestablement des échos dans l'ensemble
du pays (à faire paraître lundi)

-- la section d'organisation s'informerait auprès de la fédération de
Liège des initiatives surprises ou à prendre pour contribuer au succès
de la manifestation

-- s'assurer de la présence d'une délégation de la direction du P.
à la manifestation du 20/2 et ce d'autant plus que les camarades
de Liège ont regretté l'absence d'une telle délégation à la manifes-
tation du 12 à Seriang pour le Val St Lambert

-- examiner encore l'opportunité d'un contact Bureau wallon et
Interrégionale wall. FGTB et CSC

- Bataille pour la défense de l'emploi

Objectif: - "stopper" les licenciements collectifs populariser les
proposition de Loi du P. à ce sujet et la proposition pour les
P.M.E.)

- mesures pour réduire les effets sociaux de la mise en chômage
entre autres : cert " moratoires pour des achats à crédits ...

-- maintien d'une indemnité de chômage à 60% du salaire, après 1
an de chômage

-- lier l'action à notre propos. s/ l'alternative politique

- Actions: intensifier les présences du P. là où l'action s'amorce
et ce en vue de l'élargissement de l'action et du développement de
l'unité des fronts politiques et syndicaux (cf.Gilly et Val)

-- demander aux fédérations de prendre des contacts dans Bureau de
pointage des chômeurs pour : examen des revendications mises en
avant par les chômeurs

:pour contacts avec certaines organisa-
tions syndicales pour étudier comment faire face à certaines situ-
ations de "débordement " dues à l'accroissement rapide du nombre de

2-

chômeurs

: pour envisager éventuellement la constitution de Comités de chômeurs

- Propagande : prévoir sortie rapide d'une affiche
prévoir tract ou article type à faire reproduire par les fédérations

accélérer si possible la préparation de la brochure de vulgarisation sur le "Tournant démocratique"

- prochain cours francophone de formation idéologique (22/23/2)
prévoir un membre du BP pour faire un exposé sur les propositions concrètes du P. -(prop.loi) pour l'immédiat et l'alternative politique...

Bataille dans le secteur enseignement

- prendre acte des informations données quant aux perspectives
- A. Dans examinera s'il peut avancer la date de la réunion "Commission CC) prévue pour le 1/3 en même temps que le congrès féd. de Liège) et y faire adopter une prise de position du P.)

- ACTION C/LES 30 MILLIARDS

- importance du plan "confidentiel" présenté au CVP pour réduction à 15 milliards et pour une initiative dans le sens de la détente
-mettre accent s/ initiative à prendre en direction de Vienne
- J. Blume préparera le schéma d'une Faits et Arguments et avant projet d'affiche
- tâcher d'obtenir des précisions sur la manifestation internat. à La Haye le 15/3
- poursuivre démarches pour la tenue de quelques grand meetings avec participations étrangères lors de la conférence intern. de l'opinion publique s/séc.et Coop. européennes
- prévoir initiatives pour le 30è anniversaire de la défaite du fascisme

BATAILLE LINGUISTIQUE DE SCHAEERBEEK

- prévoir une prise de position : non seulement contre les tendances fascisantes à la VU mais dénoncer la complicité du FDF-RW dans le délabrement des intérêts économiques et financiers (flam. et franc.) à Bruxelles; souligner le danger que court la régionalisation à trois

COMMISSION CC SANTE

- tâcher d'obtenir rapidement une prise de position s/L'Ordre des médecins

- DATES CONGRES FEDERAUX: Liège - -Borinage O/Amblève : 1/3
Charleroi 8/3

PLAN DE TRAVAIL DU CC : à faire préparer par le prochain secrétaire.

PARTIS COMMUNISTE DE BELGIQUE
18, avenue de Stalingrad,
1000 BRUXELLES.

Le 17 février 1975

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Cher camarade,

La prochaine réunion du Bureau politique se tiendra

VENDREDI 21 FEVRIER 1975 à 9.30 H.

ORDRE DU JOUR :

- situation politique et bataille pour l'emploi
- préparation des congrès fédéraux et désignation des délégations
B.P.
- plan de travail du CC

Bien fraternellement,

L. VAN GEYT

NOTE DU BUREAU POLITIQUE AUX MEMBRES DU COMITE CENTRAL
(en vue de la session du 27 septembre 1975)
=====

1) Le Bureau Politique propose de convoquer le XXII^e Congrès du Parti pour fin mars début avril 1976 (ce qui impliquerait le report de 1 ou 2 mois du Congrès de la JC/KJ)

THEME : "UNIR LES FORCES POPULAIRES POUR SORTIR DE LA CRISE "

(au niveau du pays, des régions, des communes - l'aspect communal devant être approfondi et précisé par les Conférences régionales à tenir dans la foulée du Congrès).

Le document du CC pour le Congrès devrait être préparé à partir de la présente session, et mis au point lors d'une session à tenir en décembre, qui donnerait le signal pour l'ouverture, à partir de janvier, de la discussion dans le Parti (cellules, sections, congrès fédéraux).

2) L'année 1976 sera marquée, notamment, par les élections communales d'octobre.

Or celles-ci vont se dérouler dans une situation politique (nationale et internationale) qui a subi de profonds changements, non seulement depuis le XXI^e Congrès, mais encore depuis le début de l'année en cours.

Il apparaît dès lors opportun de tenir le XXII^e Congrès à temps, pour permettre au Parti d'aller à ces élections sur la base d'une appréciation précise de la situation nouvelle, et d'une orientation qui réponde le plus exactement possible aux exigences de cette situation.

3)^{A)} En 1975, l'impérialisme a dû "encaisser " Helsinki et l'Indochine.

Sa situation interne est caractérisée D'ABORD par la CRISE, qui non seulement atteint une ampleur sans précédent depuis 40 ans (à plus forte raison depuis 1945), mais encore comporte une série d'aspects DURABLES par-delà son aspect "cyclique" (ou

conjoncturel à court terme): instabilité des monnaies, inflation persistante, "révolte du tiers-monde" (matières premières, à commencer par le pétrole, et développement), sous-emploi massif et de longue durée (par delà les reprises partielles espérées).

b) Le rapport des forces mondial s'est nettement amélioré au profit du socialisme; il n'a cependant pas encore "basculé" de façon décisive.

L'impérialisme a fini par (devoir) s'accommoder du socialisme existant - non sans spéculer d'ailleurs sur ses " oppositions internes ", et avant tout sur le fait que la direction chinoise opère aujourd'hui dans une direction nettement plus anti-soviétique (et plus hostile aux forces principales du mouvement révolutionnaire mondial) qu'anti-impérialiste.

c) L'impérialisme - surtout américain - est, en même temps, bien décidé ;

- à raffermir ou réassurer son emprise sur une partie du globe où le socialisme n'a pas vaincu jusqu'à présent (à la limite : les deux-tiers du monde dont ne font pas partie les quatorze Etats socialistes et, désormais, l'ensemble de l'Indochine): d'où, notamment, les reprises en main au Moyen-Orient (à commencer par l'Egypte), dans le sous-continent indien (Bangla-Desh), en Amérique latine (après la tragédie chilienne, la récupération du Pérou ?) et en Europe méridionale (plans d'étouffement de la révolution portugaise, arrêt de la " défascisation "grecque", déclaration de l'ambassadeur américain à Rome ...);

- à faire payer la crise par les travailleurs, par les peuples (des pays développés et sous-développés), et par les partenaires monopolistes les moins forts (dont ceux des pays de la Communauté européenne, d'ailleurs joués les uns contre les autres; tout cela, au moyen du recours combiné au " bâton " (austérité imposée; pouvoir plus fort; menaces contre les pays fournisseurs de pétrole) et à la " carotte " (austérité " concertée "; appel aux " réformistes disponibles "; ouvertures lénifiantes aux gouvernants " raison-

nables " du Tiers-monde;

- à limiter soigneusement les retombées du dépassement de la guerre froide (Helsinki; Appolo-Soyouz) sur les plans à la fois :

1°) de la poursuite de la course aux armements d'où, en même temps, un accrochage renouvelé aux blocs (Otan face à Varsovie) fût-ce désormais dans l'optique de leur "coexistence acceptée" plutôt que de leur " confrontation ";

2°) de la relance d'un anticommunisme à usage aujourd'hui essentiellement interne (y compris lorsqu'il prend appui sur l'antiso-viétisme), dans le double dessein de faciliter les ouvertures en direction et, parallèlement, D'ISOLER LES AVANT-GARDES qui refusent l'installation dans la crise tout autant que dans la " consolida-tion des blocs " (statu quo dans les pays capitalistes)

3) En Belgique, comme dans la plupart des pays capitalistes d'Eu-rope, le rapport des forces sociales (en particulier, chez nous, le poids et la cohésion relative d'un Front commun impulsé par la FGTB) contraint le pouvoir à tenter d'appliquer une politique de crise sans affrontement social direct.

L'aggravation même de la crise (chômage et inflation; dépressions régionales ...) rend une telle politique de plus en plus diffici-le à appliquer pour une droite prenant politiquement appui sur la seule Démocratie chrétienne, à l'exclusion du PSB.

Aussi les pressions externes et internes sur et dans celui-ci redoublent-elles pour que, cessant de balancer entre une opposition plus conséquente, qui refuse l'installation dans la crise, et le volontariat pour un " partage équitable des sacrifices ", le PSB opte pour ce dernier.

Le but d'opérations comme celle relancée à la rentrée de septembre par Nothomb-Herman (avec l'appui très probable de VdB, et avec la bénédiction déclarée de milieux influents du grand patronat) est avant tout de favoriser l'application d'une politique des

revenus acceptée, inspirée de celles des Schmidt, Wilson et consorts; une politique qui préserve plus aisément les superprofits des monopoles au prix de la compression du niveau de vie des masses, de l'aggravation de la crise (" surproduction relative ") et de ses conséquences sur l'emploi comme sur l'existence des entreprises modestes ou moins fortes.

Pour aboutir, cette opération implique d'isoler et d'affaiblir les forces les plus combattives du mouvement ouvrier et démocratique, celles qui s'opposent le plus fermement à la politique de crise parce qu'elles refusent de se plier aux nécessités du pouvoir des monopoles - c'est-à-dire avant tout notre Parti sur le plan politique et la gauche FGTB (dans la mesure où elle reste conséquente) sur le plan syndical.

Aussi cette opération implique-t-elle d'accréditer dans les masses, non pas, tout simplement, l'idée de la " fatalité de la crise ", l'idée qu'elle nous vient irrémédiablement de l'extérieur, mais plutôt celle que l'acceptation de la crise et de ses conséquences constituerait un " moindre mal " par rapport aux changements que les forces anti-monopolistes les plus conséquentes - en particulier les communistes et ceux qui leur sont assimilés - voudraient réaliser.

4) A cette fin, le pouvoir et ses alliés, (réformistes de droite compris) décuplent leur offensive sur le terrain idéologique , pour faire admettre par de larges couches de l'opinion, y compris ouvrière et progressiste, les conceptions fallacieuses suivantes: - d'une part, la " politique de crise " du pouvoir serait prétendument compatible, avec une sauvegarde au moins relative de l'acquis des luttes passées et récentes du mouvement ouvrier et démocratique, à la fois sur le plan social (conquêtes arrachées, particulièrement pendant les années d'expansion du capitalisme monopoliste d'Etat entre 1945- et 1970), sur le plan démocratique (reconquête et élargissement des libertés dans la foulée de la victoire de 1945, et défense victorieuse de celles-ci dans la période de la guerre froide), et sur le plan pacifique (mise

en, échec de la politique de guerre froide et progrès de la détente) ;

- d'autre part, toute atteinte sérieuse à la toute-puissance des monopoles, à leur emprise sur le pouvoir - en fait, tout pas réel dans le sens des objectifs de la gauche anti-monopoliste - ne pourrait soi-disant se faire, qu'au prix d'une remise en cause de ce triple acquis (toucher aux surprofits des monopoles serait "tuer la poule aux oeufs d'or " ; opérer des réformes profondes compromettrait la " stabilité " du bloc-atlantique et, par-là, la détente ; enfin, les projets de la gauche anti-monopoliste ne seraient réalisables qu'à l'encontre de la volonté de la majorité de la population et, dès lors, au prix de la négation des prescrits de la démocratie " pluraliste et élective ") ;

Tout cela, alors qu'en réalité, c'est précisément la "politique de crise " du pouvoir qui menace gravement l'acquis social et démocratique, et comporte un risque permanent de voir remettre en cause les progrès de la détente ; et que seule, au contraire, la mise en échec de cette " politique de crise ", qui implique nécessairement qu'il soit mis fin à l'emprise exclusive des monopoles sur le pouvoir, PEUT CREER LES CONDITIONS DE LA SAUVEGARDE DE L'ACQUIS.

Il n'en reste pas moins que le pouvoir et ses alliés consacrent d des efforts et des moyens énormes à cette offensive mystificatrice, dont le but est d'ISOLER LA GAUCHE ANTIMONOPOLISTE POUR DETOURNER LES MASSES DE LA LUTTE CONTRE LA "POLITIQUE DE CRISE " QUI COMPROMET L'ACQUIS.

Et il faut voir clairement que la pointe de cette offensive idéologique - qui alimente l'offensive économico-sociale contre le pouvoir d'achat et l'emploi et l'offensive politique pour renforcer encore l'emprise (de plus en plus autoritaire) sur l'Etat du grand capital belge et multinational - porte sur les aspects démocratiques de l'acquis : ce seraient prétendument les tenants du pouvoir des monopoles qui offriraient " les meilleures garanties "

en matière de sauvegarde de la démocratie, tandis que les visées de la gauche anti-monopoliste, et en particulier " des communistes et assimilés " mettraient soi-disant la démocratie en danger.

Sur quoi cette offensive mystificatrice prend-elle appui ?

a) sur la crainte des changements, surtout des changements importants; de la majeure partie des couches moyennes - par ailleurs plus perméables en temps de crise aux idées anti-ouvrières, voire pour une part poujadisantes et autoritaires - et des couches les moins combatives du monde du travail;

b) sur la tendance à une certaine résignation, à un certain scepticisme concernant l'efficacité des luttes pour la défense de l'acquis chez une partie des travailleurs des secteurs les plus touchés par la crise et le chômage:

c) sur l'attribution fallacieuse au pouvoir des monopoles, du " mérite " de la restauration et de l'élargissement de la démocratie après la victoire sur l'Allemagne nazie, et de la sauvegarde de cette même démocratie dans la période de croissance relative séparant cette victoire de la crise actuelle - période caractérisée par le recours du pouvoir aux méthodes du prétendu " capitalisme social " et de la soi-disant " économie concertée "; et cela, alors qu'en réalité, la restauration et la sauvegarde de régimes politiques démocratiques, à des degrés divers, après 1945, dans les pays capitalistes développés d'Europe, est due au rôle joué par les forces populaires de ces pays; d'abord lors de leur libération à la faveur de la victoire d'une coalition antifasciste dont l'Union Soviétique était la force motrice, et ensuite dans la défense des libertés reconquises face aux tenants de la guerre froide;

d) sur la présentation mensongère des objectifs et de la stratégie des communistes et de toute la gauche avancée, de ces mêmes pays capitalistes développés - présentation basée notamment sur une assimilation fallacieuse des situations, des enjeux et des " projets de la gauche " dans ces pays, - à des situations, des conditions et des stratégies politiques profondément différentes : celles qui furent à la base de l'instauration du socialisme dans la quasi-totalité des pays où il est réalisé, et en fonction desquelles combattent les forces révolutionnaires, voire simplement progresistes dans une série de pays moins développés, où les acquis démocratiques sont soit inexistants, soit fort récents et fragiles; en fait, dans la plupart des pays du "Tiers Monde " mais aussi, pour une bonne part, dans un pays " sud-européen" tel que le Portugal.

Pour rendre cette assimilation fallacieuse plus crédible, les propagandistes du pouvoir n'hésitent pas, notamment, à susciter et à entretenir la confusion entre :

- d'une part, la juste solidarité des forces de gauche avancées d'un pays comme le nôtre, - et d'abord des communistes - avec les forces révolutionnaires portugaises - solidarité qui, à nos yeux, implique que soient respectées les prérogatives de celles-ci en ce qui concerne la définition de leurs objectifs et de leur stratégie ;
- et d'autre part, une prétendue similitude d'objectifs et de stratégie entre les forces révolutionnaires portugaises, en particulier le PCP, et la gauche avancée belge, en particulier le PCB.

Ils n'hésitent pas non plus, quand ils le peuvent, à identifier par exemple les critiques justes et sévères formulées par les communistes et d'autres progressistes à l'encontre de l'attitude nocive d'un Soarès et de ceux qui, dans l'Internationale socialiste (avec Schmidt et Wilson en tête) , ont prôné ouvertement une intervention de l'Otan au Portugal, aux critiques d'un type tout différent, que nous exprimons dans un esprit résolument unitaire,

au sujet des attitudes " réformistes " du PSB et de ses divers courants - depuis les participationnistes les plus impatients jusqu'aux oppositionnels inconséquents - vis-à-vis de la politique de crise du pouvoir.

Ce faisant, les propagandistes du pouvoir cherchent bien entendu, d'abord à "nous" discréditer aux yeux des "autres", pour mieux persuader ceux-ci de se montrer " accommodants "; mais il faut bien voir qu'ils cherchent en même temps, à nous inciter à adopter des attitudes de repli sur nous-mêmes, et en fait de remise en cause des orientations à la fois unitaires et anti-monopolistes tracées par nos Congrès depuis 1954, et éclairées par une série de conférences internationales des partis communistes, dont la dernière en date fut celle des partis de l'Europe capitaliste, tenue à Bruxelles en janvier 1974.

5) Au stade actuel plus encore peut-être que dans la période qui s'est terminée fin 1974-début 1975, LA QUESTION DECISIVE EST CELLE DES ETAPES dans la lutte contre le pouvoir des monopoles, sur la route qui mène au socialisme. Plus précisément encore, elle est celle de l'ETAPE STRATEGIQUE à entamer dans la période présente. Nous n'avons pas à nous substituer aux forces révolutionnaires - et d'abord au parti marxiste-léniniste - de quelque pays que ce soit, en ce qui concerne la définition de ces étapes sur chacun de leurs " terrains " respectifs.

Mais en ce qui nous concerne, nous considérons qu'IL NE SAURAIT ETRE QUESTION, compte tenu des conditions à la fois nationales et internationales de notre lutte, et compte tenu en particulier de la " configuration " politique et idéologique de notre mouvement ouvrier et de l'ensemble des masses de notre pays, DE CONFONDRE L'ETAPE ACTUELLE AVEC L'ETAPE DU PASSAGE AU SOCIALISME.

C'est là un point primordial , dont il est devenu impérieux d'examiner très clairement les principales implications politiques et idéologiques pour notre lutte. Et cela en dépit du fait,

qu'il s'agit d'un point qui paraissait formellement acquis dans nos rangs depuis pas mal de temps déjà, non seulement pour notre pays, mais encore pour l'ensemble des pays capitalistes développés d'Europe- y compris ceux où, telles la France et l'Italie, nos partis frères disposent à la fois d'une audience majoritaire dans la classe ouvrière et de larges types d'alliances avec d'autres forces ouvrières et démocratiques.

Il importe d'autant plus de voir clair dans cette question des étapes, au stade actuel, que SANS CELA NOTRE POLITIQUE D'UNION DES FORCES POPULAIRES POUR SORTIR DE LA CRISE RISQUE DE PERDRE UNE GRANDE PARTIE DE SA "CRÉDIBILITÉ" ET DE SON EFFICACITÉ POSSIBLES (ET NECESSAIRES)

X^XX

A coup sûr, notre Parti est et reste d'avis que la seule manière de mettre un terme de façon définitive aux contradictions et aux maux du capitalisme monopoliste d'Etat, dont la crise actuelle est une manifestation particulièrement évidente et grave, est l'instauration du socialisme- qui là où il est réalisé, préserve les peuples de la crise et de ses conséquences.

Sur les voies et moyens de cette instauration dans les conditions de notre pays, nos Congrès précédents, et plus particulièrement le XIII^e et la XXI^e, ont élaboré des thèses dont la valeur reste entière.

Rappelons que ces thèses postulent, essentiellement, que l'instauration du socialisme - qui implique à la fois que le pouvoir politique soit exercé sous la direction (hégémonie) incontestée de la classe ouvrière, et que l'ensemble des grands moyens de production et d'échange deviennent propriété collective (essentiellement par leur nationalisation) - se réalisera chez nous par une voie démocratique et pluraliste.

Autrement dit, il résulte clairement de ces thèses que le passage au socialisme pourra être réalisé chez nous seulement, quand une majorité du peuple aura acquis la conviction (ou à tout le moins accepté l'idée) que le pays doit être dirigé par la classe ouvrière et que les secteurs-clés de son économie doivent être nationalisés dans leur ensemble - et que cette majorité populaire se sera traduite par la conquête d'une majorité parlementaire en assurant le respect PAR TOUS, alliés comme adversaires, des règles de la démocratie "élective et pluraliste".

Et nous sommes d'avis non seulement que ces thèses restent justes, mais encore QU'IL IMPORTE DE LES REAFFIRMER AVEC FORCE, en cette période où les tenants du pouvoir s'acharnent à développer leur nouvelle offensive pour désunir et démobiliser les forces progressistes face à la crise; et cela, précisément, en tentant de nous isoler et en nous attribuant mensongèrement à cette fin, le projet de transformer la société à l'encontre de la volonté de la majorité du peuple (voir le point 4)

Or, il est bien entendu que si, dans notre pays, une large opposition populaire se développe contre la politique de crise du pouvoir des monopoles, et si la critique d'importants courants d'opinion se renforce à l'égard de ce pouvoir lui-même, les forces acquises politiquement à la nécessité de l'hégémonie politique de la classe ouvrière et d'un programme " généralisé " de nationalisations restent très minoritaires.

AUTREMENT DIT, LES CONDITIONS POLITIQUES DEFINIES PAR NOS CONGRES POUR ABORDER L'ETAPE SOCIALISTE - C'EST-A-DIRE AVANT TOUT, LA CONQUETE D'UNE MAJORITE POPULAIRE A CETTE FIN - NE SONT NULLEMENT REUNIES AU STADE PRESENT.

Dès lors, il importe que nous établissions nettement la distinction entre l'ETAPE POLITIQUE QUE NOUS POSTULONS AUJOURD'HUI - " unir les forces populaires pour sortir de la crise " - et l'ETAPE SOCIALISTE; et il importe tout autant, que nous indiquions

clairement que si - nous communistes, souhaitons - et oeuvrons pour - voir l'étape d'aujourd'hui conduire à l'étape socialiste, cela n'implique pas qu'à nos yeux, la première entraîne automatiquement, voire nécessairement la seconde.

De même, il importe d'établir que nous considérons certes indispensable, pour franchir l'étape actuelle, de construire une alliance " progressiste " qui exclue les partisans de l' "installation dans le crise " et de la consolidation du pouvoir des monopoles, et dont toutes les composantes adoptent une position (plus ou moins résolument) anti-monopoliste; il résulte de là, d'une part qu'une telle alliance doit comprendre ou associer obligatoirement, tous les partisans sérieux du socialisme; mais d'autre part, cela n'implique pas qu'à nos yeux, chacune des composantes de l'Alliance doive nécessairement être acquise à l'idée du passage (ultérieur) au socialisme.

CAR A DEFAUT D'ETABLIR CLAIREMENT CES DISTINCTIONS, NOUS COMPROMETTRIONS EN FAIT NOTRE " CREDIBILITE " et NOTRE EFFICACITE POLITIQUES EN VUE DE NOTRE TACHE PRIMORDIALE A L'ETAPE ACTUELLE : "unir les forces populaires pour sortir de la crise".

Il est clair en effet, que cette étape pourra seulement être réellement franchie, lorsque une majorité du peuple aura acquis la conviction (ou à tout le moins accepté l'idée) qu'il est à la fois " socialement nécessaire " et " démocratiquement possible " - pour écarter les menaces que la politique de crise fait peser sur l'acquis dans la période présente - " d'entamer et de limiter la toute puissance des monopoles, d'installer un pouvoir qui échappe à leur domination politique et d'opérer des réformes qui réduisent leur domination économique"

Aussi importe-t-il que toute notre recherche, toute notre discussion ET TOUTE NOTRE ACTION soient axées dans cette direction.

Car tout ce qui nous en écarte ne peut que favoriser l'application de la politique de crise, faire le jeu de la "résignation réformiste" et de ses diverses variantes et, du même coup, ELOIGNER LA PERSPECTIVE DE L'ETAPE SOCIALISTE

6) Compte tenu de ce qui précède, toute notre recherche et toute notre discussion devraient, en vue du Congrès, se concentrer sur les questions suivantes :

- Est-il possible, dans le contexte national et international de la période présente, d'unir le "gros" des forces ouvrières et populaires, et de rallier une majorité "progressistes pluralistes", à la nécessité, pour consolider et développer l'acquis (social, démocratique, pacifique), D'UN PROGRAMME POLITIQUE à vocation gouvernementale "POUR SORTIR DE LA CRISE" ?

- Quels devraient être les axes d'un tel programme en matière de développement du marché intérieur (consommation populaire "individuelle et collective"; investissements sociaux créateurs d'emplois; réorientation des investissements économiques vers des productions incorporant un pourcentage élevé de travail manuel et intellectuel très qualifié; politiques des prix et des impôts qui préservent les revenus modestes et moyens en mettant à contribution sur les profits monopolistes, les gros revenus et les grosses fortunes ...) et de réorientation des relations extérieures (politique étrangère et militaire indépendante, axée sur le dépassement des blocs- dans le distancement envers l'Otan - et la réduction des armements; politique commerciale et financière d'intérêt national, axée sur des accords de coopération bi-et multilatéraux à long terme, y compris avec les pays du monde socialiste et du Tiers-Monde)?

- QUES EST LE "MINIMUM NECESSAIRE" de réformes structurelles anti-monopolistes QUE CE PROGRAMME IMPLIQUE ?

Nous pensons que c'est en proposant nos réponses à ces questions que notre Congrès fera oeuvre utile, à la fois :

- pour donner plus de force, en les éclairant politiquement, à nos efforts pour "unir les masses dans le refus de payer les frais de la crise" (et d'en aggraver du même coup les effets) à l'aide de nos propositions anti-crise à portée immédiate et, pour l'essentiel, "défensive" (défense d'une indexation correcte des salaires; droit à la pension à 60 et 55 ans; semaine de 35-36h.; blocage des licenciements, mise sous séquestre ou en régie des entreprises viables menacées de fermeture...)

- pour offrir une issue politique "crédible" et offensive pour la période actuelle, vers laquelle puissent converger à la fois les luttes défensives concrètes contre la politique de crise et les courants d'opposition structurés que celle-ci suscite à l'échelle des forces ouvrières et progressistes - issue qui permette de consolider durablement l'acquis et de le porter plus avant.

X^XX

A coup sûr, la condition première pour donner à cette issue politique une assise populaire, pour en faire le sujet d'une campagne efficace vers les masses et vers les "autres", c'est qu'elle prenne appui sur un ample développement de la bataille à la fois "indépendante" et "rassembleuse" du Parti, selon les axes du PLAN DE TRAVAIL, pour unir activement les forces ouvrières et démocratiques contre la politique de crise et ses effets.

Il s'agit, dans cette optique, que nous nous montrions d'autant plus PRECIS, plus ACTIFS et plus "EXIGEANTS" DANS LA PRATIQUE, en prenant appui sur les masses et en direction des "autres" (forces syndicales; forces politiques "progressistes", à commencer par le PSB et sans jamais oublier les forces représentatives du MOC-ACW) sur le triple plan :

- ① - du refus de la régression et de l'austérité (pouvoir d'achat, emploi, régions, dépenses sociales et culturelles);
- ② - du refus de l'alignement renforcé sur les USA et l'OTAN (pétrole, avions, Portugal...);
- ③ - de l'opposition à toute politique de " partage des sacrifices et de " résignation à la suprématie du dollar ", c'est-à-dire en particulier, à toute rentrée du PSB dans une coalition du "moindre mal", de même qu'à toute installation de ce parti dans une "opposition inconséquente et étroitement partisane".

De ce point de vue, il conviendra de se référer notamment à l'analyse contenue dans les "19 (premières) pages " du document élaboré par le CC lors de sa session de janvier dernier, en vue des Congrès fédéraux et des Conférences régionales du début de cette année. Rappelons que cette analyse soulignait la nécessité de développer l'action " indépendante et rassembleuse " du Parti tant à l'égard du " réformisme de droite", que par rapport au " réformisme de gauche ", et cela, non seulement sur le plan de la propagande pour les propositions politiques parlementaires et autres du Parti, mais encore sur celui des initiatives visant à l'organisation de l'action des masses (dans le stricte respect de l'autonomie réciproque des organisations ouvrières, politiques comme syndicales et en prenant appui sur les positions positives orientées vers la lutte, qui s'expriment " ailleurs ")

Cette analyse pourrait d'ailleurs être utilement vérifiée, compte tenu notamment des principaux résultats des récentes "élections sociales " - y compris dans les entreprises où fonctionnent des organisations du Parti, dans celles dont nos fédérations suivent la situation de près, et/ou dans celles où des militants communistes en vue sont investis de responsabilités syndicales - et des conclusions qui en ont été tirées par les divers courants du mouvement ouvrier.

C'est en liaison aussi étroite que possible avec ce développement de l'action concrète du Parti pour unir les masses, sur la base des axes du plan de travail, dans le refus de la politique de crise, que nous devrions nous attacher à préciser le contenu de notre programme politique d'union des forces populaires pour sortir de la crise.

A cet égard, le Bureau politique est d'avis que la situation présente, marquée avant tout par l'aggravation de la crise et l'offensive renforcée du grand capital national et multinational contre " l'acquis " social, démocratique et pacifique, exige que nous revoyions la manière dont nous avons approché le problème de notre programme " à moyen terme ", notamment lors des sessions du CC de mai et juin derniers, où furent remises en discussion les conclusions provisoires auxquelles avait abouti, dans ce domaine, la session du CC d'octobre 1974 ("Unir les progressistes pour un tournant démocratique").

En effet, cette discussion ouverte avant les vacances d'été, avait été centrée essentiellement sur le problème, à coup sûr important, mais dont il faut bien voir qu'il risque d'apparaître quelque peu abstrait par rapport aux exigences de la situation présente et aux besoins présents des masses, du " seuil des réformes " à franchir - c'est-à-dire de la nature et de l' " ampleur du programme précis mais limité des réformes structurelles à réaliser par un gouvernement "progressiste " et les forces sur lesquelles il s'appuie - pour opérer une "rupture " dans la domination du grand capital monopoliste sur l'économie et sur l'Etat.

Nous disons que ce problème risque d'apparaître quelque peu abstrait par rapport aux exigences présentes, parce que ce qui AUJOURD'HUI , préoccupe D'ABORD les masses ET est susceptible de les mettre en mouvement, Y COMPRIS sur le terrain politique, avec leurs organisations, c'est de savoir SI et COMMENT il est possible de sortir de la crise qui compromet l'acquis.

Cette situation nouvelle rend A LA FOIS plus nécessaire et plus urgente , l'élaboration d'un PROGRAMME DE RECHANGE (à vocation gouvernementale) POUR L'ETAPE ACTUELLE, et plus impérieux l'exigence que ce programme ADHERE à la volonté de changement TEL QU'IL PEUT S'AFFIRMER AU NIVEAU DES MASSES dans la période présente.

C'est pourquoi, nous pensons que c'est D'ABORD en fonction des impératifs véritables de l'" ISSUE ANTI-CRISE " à laquelle aspirent les masses - et au nom de laquelle une partie d'entre elles, à défaut de " solutions de gauche " CREDIBLES, peut fort bien se laisser séduire par de quelconques "remèdes providentiels" présentés à droite - qu'il faut apporter une réponse aux questions posées en tête du présent point 6 (voir page 12) - Y COMPRIS LA TROISIE-ME.

Autrement dit, nous pensons que c'est en fonction de CES impératifs qu'il importe de PRECISER et, le cas échéant, de COMPLETER ou MODIFIER l'ensemble de réformes structurelles issu de la session du CC d'octobre 1974 ("Unir les progressistes...") - en y incluant TOUT CE QU'IL FAUT pour amorcer une RUPTURE AVEC LA POLITIQUE DE CRISE, mais aussi, en évitant soigneusement d' " alourdir le paquet " plus que l'enjeu ne l'exige.

Bien entendu, ceci implique que soient combattues clairement, mais dans un esprit unitaire, les tentatives pour faire revenir le PSB-et à plus forte raison la FGTB - sans parler du MOC-ACW et de sa " composante syndicale " - au nom d'une fallacieuse " solidarité dans la crise " à des doctrines et à des pratiques de l' "intégration " inspirées du SPD de Schmidt ou du Labour Party de Wilson, voire à un prétendu (et impossible) compromis entre le " socialisme du Nord " (cf. le programme de Bad Godesberg du SPD) et le " socialisme du Sud " (cf. le programme commun du PCF et du PSF). Ce combat pourra d'ailleurs être mené d'autant plus efficacement, qu'il prendra appui sur les orientations positives - même si pas toujours conséquentes - exprimées dans les documents doctrinaux des Congrès doctrinaux de la FGTB (1971) et du PSB (1974), voire dans le " programme politique " du MOC wallon et francophone, et dont s'inspirent largement, par exemple, les

propositions de réforme du secteur bancaire élaborées par le SETCa.

Mais une telle mise au point, en fonction des exigences présentes, du volet structurel de notre programme pour l'étape présente, exige en même temps de se garder autant que faire se peut de toutes outrances de fond comme de forme :

- soit par une certaine improvisation ;

- soit par une référence trop mécanique à des discussions et des travaux antérieurs - dont la valeur reste entière, mais qui avaient trait bien davantage aux exigences de la " transition (irréversible ?) vers le socialisme (voir notamment le programme issu de notre XXI^e Congrès) qu'à celles d'une limitation du pouvoir des monopoles à la fois nécessaire et suffisante pour amorcer la rupture avec la politique de crise ;

- soit encore par une assimilation inappropriée des exigences et des possibilités de la situation belge à celles, par exemple, de la situation française.

On a en effet quelque raison de penser - même si cela doit être vérifié le plus soigneusement possible - qu'en Belgique la " seule " appropriation publique des banques d'une part, de l'essentiel du secteur énergétique et des principales entreprises-clés " mal gérées " par les multinationales d'autre part, assurerait sans doute à une alliance gouvernementale " progressiste " des moyens réels permettant, à condition que la volonté politique y soit, de faire prévaloir ses objectifs " anti-crise " malgré l'opposition des monopoles. Il serait par ailleurs déraisonnable, de ne pas tenir compte du fait que le contenu de l'étape anti-monopoliste, y compris en ce qui la distingue de l'étape socialiste dans le contexte présent de l'aggravation de la crise, est nécessairement déterminé pour une part, dans chaque pays, par le " poids spécifique " qu'y ont acquis les partisans convaincus du socialisme au sein du mouvement ouvrier et démocratique, comme à l'échelle de la société (voir le point 5 ci-dessus, à partir de la page 8).

7) Toute l'orientation ici proposée à notre recherche et à notre discussion, est sous-tendue par l'optique non seulement profondément unitaire et anti-monopöliste, mais encore résolument démocratique et "postulant le pluralisme", que notre Parti a faite sienne dans la (longue) période ouverte par son XI^e Congrès et éclairée par les débats dont notre mouvement a été le siège à partir du XX^e Congrès du PCUS.

Sur la portée de cette optique démocratique et "postulant le pluralisme", que nous avons en commun - par delà toutes les spécificités de chacun - avec l'ensemble des partis frères de pays développés de l'Europe capitaliste, il importe d'être particulièrement précis aujourd'hui, compte tenu de l'offensive idéologique du pouvoir évoquée plus haut, et des échos (même différenciés) qu'elle rencontre auprès des courants "réformistes" du mouvement ouvrier.

Cette optique implique, en effet, non seulement le respect, mais encore la défense active de l'acquis démocratique, - y compris le respect des "majorités électives" - tel qu'il résulte notamment de la part prise par les forces populaires, aux premiers rangs desquels combattaient les communistes, à la victoire sur l'Allemagne nazie - en particulier dans les pays d'Europe occidentale où l'arrivée des armées américano-britanniques a permis au grand capital de sauvegarder pour l'essentiel, puis de restaurer entièrement son pouvoir.

C'est en effet dans une large mesure cet acquis démocratique et son intégration dans leur "capital politique" et dans leur stratégie par les forces de gauche avancées, et d'abord par les partis communistes de ces pays, qui a déterminé les conditions dans lesquelles le grand capital, même étroitement associé et largement soumis à son partenaire dominant d'outre-atlantique, a dû exercer son pouvoir. Or, ces conditions sont pour beaucoup :

- dans la "part de bien-être" qu'ont pu arracher les forces ouvrières et populaires, pendant la (longue) période de relative expansion d'après-guerre;
- dans l'opposition populaire efficace, aussi parce que conjuguée

à l'essor et à la politique pacifique des pays socialistes, contre la politique de la " guerre froide " et contre les plans de sa transformation en " guerre chaude";

- dans le fait qu'il est possible AUJOURD'HUI d'envisager une riposte " démocratique et pacifique " victorieuse à la politique de crise, ce qui implique évidemment que soient mises en échec les " solutions " de type autoritaire envisagées par le pouvoir des monopoles dans divers pays, y compris le nôtre.

Dès lors, il s'agit là pour notre Parti, d'un "capital politique" qu'il importe de défendre bec et ongles, d'abord contre l'offensive idéologique du pouvoir, mais aussi contre tout dévoiement mécaniste, sectaire et finalement négativiste de la juste critique que nous faisons des limites et des entraves de la "démocratie bourgeoise", ou plutôt de l'acquis démocratique tel qu'il a pu, dans la foulée de la victoire de 1944/45 être imposé et préservé à l'encontre du pouvoir des monopoles, dans les pays capitalistes développés d'Europe et notamment en Belgique.

Faire autrement - et, en particulier, céder si peu que ce soit aux thèses que nous prêtent les tenants du pouvoir, selon lesquelles notre attachement à la démocratie " électorale et pluraliste " qui fait partie intégrante de l'acquis des luttes populaires dans un pays tel que le nôtre, ne serait qu'une ruse tactique - équivaldrait à faire le jeu du pouvoir et de ses alliés, dans leur double volonté d'isoler les communistes pour mieux faire prévaloir leur politique de crise et mettre en cause l'acquis.

8) Le grand objectif que nous proposons de placer au coeur de la préparation et des travaux de notre Congrès, et en fonction duquel nous proposons d'orienter toute l'action du Parti en direction des masses et des "autres", est donc d' "unir les forces populaires pour sortir de la crise ".

La poursuite de cet objectif nécessite à la fois, de la part de l'ensemble des communistes :

- une grande activité politique et pratique selon les axes du plan de travail, pour rassembler le peuple travailleur, avec ses organisations, dans l'opposition à la politique de crise;
- un vaste effort politique et idéologique pour gagner au projet politique d' "union des forces populaires pour sortir de la crise", le gros des forces ouvrières, démocratiques et progressistes - avant tout (bien que non exclusivement) les forces décisives de la FGTB et de tout le Front commun syndical, le Parti Socialiste belge et le MOC-ACW, entraînant l'essentiel des forces politiques qui le représentent (y compris les ailes démocrates-chrétiennes actuellement intégrées au PSC et au CVP, et dont il ne nous appartient pas de dire quand et comment elles s'en distancieront);
- un engagement accru pour faire du Parti une formation politique à la hauteur de ces grandes tâches.

Autrement dit, le combat contre la politique de crise postule, pour atteindre l'ampleur et la dimension politique requises, un Parti plus fort et plus uni, plus capable et plus décidé d'oeuvrer à l'union des forces populaires et d'abord, pour gagner à une opposition plus conséquente, plus stable et plus unie, non seulement toute la gauche syndicale (de la FGTB et du Front commun), mais encore une large gauche socialiste et une importante gauche chrétienne.

L'une des principales conditions à remplir à cette fin, c'est le développement des initiatives et de l'action de nos fédérations, et d'abord de celles des "régions-clés" en étroite union avec le Comité central , vers les masses - à commencer par les travailleurs des entreprises " qui comptent " et vers les "autres".

Tout cela implique que l'ensemble des forces actives du Parti prennent plus fermement appui sur le capital politique et idéologique, accumulé depuis le XI^e Congrès, en matière d'orientation à la fois unitaire et antimonopoliste, "indépendante" et "rassembleuse",

de notre politique et de notre action.

Cela implique du même coup, que notre discussion soit orientée et organisée, partout et à tous les niveaux, en fonction de la préservation et du développement de ce capital, et du déploiement de toute l'action du Parti sur cette base.

Il est de plus en plus indispensable, en effet, en fonction même des exigences de la bataille anti-crise, que soit dépassée une situation qui pèse à la fois sur la cohésion du Parti et sur l'efficacité de son action; celle d'une remise en discussion perpétuelle par un ou quelques camarade(s) responsable(s) qui dirige(nt) une de nos principales fédérations, - et dans des conditions pour le moins contestables du point de vue des normes de fonctionnement du Parti comme de la confrontation loyale des positions réelles, - non seulement des conclusions auxquelles ont abouti nos délibérations de la dernière période, mais encore d'un certain nombre d'acquis importants de la (longue) période écoulée depuis notre XI^e Congrès.

Sur ces questions également, il importe que le Congrès fasse oeuvre constructive - et contribue à unir réellement le Parti, sur la base d'options claires.

A coup sûr, il importe que celles-ci intègrent tout ce qui, dans les critiques et les propositions formulées par les uns ou les autres, peut servir à améliorer et enrichir l'orientation qui sera adoptée; mais il importe en même temps, qu'elles écartent tout ce qui détourne de cette orientation et entrave le Parti dans sa diffusion et sa mise en pratique généralisées - ce qui constitue le seul critère valable de sa " vérification " et une condition indispensable de l'efficacité de notre action.

C'est du reste à travers cette diffusion et cette mise en pratique généralisées, sous l'impulsion du Comité central et des Directions fédérales, de la politique d'"union anti-crise", telle qu'elle est indiquée dès à présent dans les décisions du CC et de ses organes exécutifs, et en particulier dans les axes du plan de travail, et telle qu'elle sera élaborée et précisée par le Congrès, que peut et doit se poursuivre l'effort pour renforcer

la capacité d'action et l'organisation du Parti, pour mettre en place plus de sections et de cellules actives, dans les entreprises-clés et les communes principales de chaque région, pour recruter et former de nombreux nouveaux militants et membres du Parti ainsi que - dans un esprit d'étroite coopération qui respecte pleinement leur autonomie - des organisations communistes de la jeunesse.

Tout ceci allant nécessairement de pair, avec la réalisation des objectifs proposés par le plan de travail en matière de propagande, de diffusion de la presse et de récolte de fonds - tâches dont chacune conditionnent l'efficacité de l'action du Parti et fait donc partie intégrante de nos préoccupations en vue du Congrès.

Bruxelles, le 27 septembre 1975

Blume

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 5 SEPTEMBRE 1975

PRESENTS: Blume- Coussement - De Brouwere - De Coninck - Duchateau-
Dussart- Glineur - Renard- Turf- Vanden Branden - Van Geyt
EXCUSE: Dans

=====

PREPARATION PROCHAIN CC

- examiner au BP à huitaine (le 12/9) la note (en voie de préparation par L.Van Geyt) et qui devra parvenir aux membres CC une huitaine de jours avant la réunion (note d'orientation pour le document préparatoire au Congrès)
- proposer au CC, le "timing" de la préparation Congrès:
 - le CC de fin septembre donne mandat au BP ou à une commission CC de préparer le document du congrès sur base des orientations du document BP, discuté au cours de ce CC (si possible faire préciser la " nature du document préparatoire au Congrès).
 - adoption du document CC en décembre
 - la discussion ne sera ouverte qu'après l'adoption de ce document par le CC et dès lors se fera à partir de ce document
- mener bataille pour l'unité du Parti en convainquant tous les camarades que la discussion doit nécessairement se dérouler dans le respect des règles de fonctionnement normal du Parti.. et des prérogatives des diverses instance
- faire voter sur époque du Congrès (problème à discuter au BP à huitaine)

- Discussions avec la fédération de Liège

- prendre acte de l'information par A.Duchateau sur la réunion du CF du 2/9
- lettre de Juchmes à L.Van Geyt (réponse à la lettre du 2/9 du BP) L.Van Geyt y répondra que même si le BP a peut-être manqué de vigilance à l'égard de l'information générale sur la régularité des réunions du CF et des militants, , il résulte que les réunions du CF portent sur le travail du Parti et aussi sur l'orientation de la ligne. Il importe dès lors, que le CF informe régulièrement et à temps des dates et ordres du jour de ces réunions afin que le BP puisse y développer son point de vue - rappeler en outre la nécessité du respect des règles de fonctionnement normal du Parti
- accord pour que Duchateau demande à Dans de faire une intervention à l'assemblée des militants du 5/9 portant sur la position exprimée par L Van Geyt à la conférence de presse du 4/9
- charger les camarades Duchateau et Renard de faire au secrétariat du 9/9 des propositions sur manière d'examiner et discuter de la note Juchmes et sur quels ponts y répondre

-SITUATION POLITIQUE INTERIEURE

- accord sur point de vue exposé par L.Van Geyt à la conférence de presse du 4/9 c'est-à-dire sur pressions accentuées pour faire glisser le PSB sur des positions de droite (cf.Initiative Nothomb)
- alerter le mouvement ouvrier sur les dangers de "participation" qui se sont précisés tout en évitant l'isolement:

2-

- mettre accent sur :
 - *lutte contre l'austérité
 - *opposition au " partage des sacrifices "

- texte pétition: accord

- RELATIONS INTERNATIONALES:

- La proposition du PCB à 8 partis de la CEE pour une rencontre sur la lutte contre la crise
- prendre acte des réponses reçues (France-Italie-Gde Bretagne-Danemark)
- s'informer auprès des PC de RFA et Duché de Luxembourg si une réponse peut être attendue et dans quel sens (par A. De Coninck)
- envisager d'écrire aux 8 partis concernés pour les informer de l'état des réponses et leur proposer une rencontre à l'occasion de la réunion des PC d'Europe en vue de trouver une solution
- délégation en Tchécoslovaquie à examiner au prochain secrétariat

- REUNION DES BUREAUX REGIONAUX:

- prochaine réunion: le vendredi 19/9 et ensuite reprendre le rythme des réunions toutes les trois semaines en attendant une éventuelle nouvelle formule.

- DINER FRATERNEL AVEC DELEGUES ETRANGERS A LA FETE DE WIEZE
participation de J. BLUME-COUSSEMENT-DUCHATEAU-GLINEUR et DEBROUWERE, ce dernier étant porte-parole de l'équipe

-DEROULEMENT NORMAL DES REUNIONS DU BP
inviter centrale téléphonique de ne plus déranger les membres pendant les réunions

-COMMEMORATION LAHAUT A SERAING.

présences du BP : L. VAN GEYT-DANS - DUSSART-DEBROUWERE-RENARD

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE
Avenue de Stalingrad, 18-20
1000 - BRUXELLES.

Bruxelles, le 9 septembre 1975

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Cher Camarade,

Comme convenu au dernier BP voici le projet du document
à discuter à notre prochaine réunion
du 12 SEPTEMBRE.

Il va sans dire qu'il s'agit d'un avant projet destiné
seulement aux membres du Bureau Politique.

Compte tenu de l'importance des problèmes à l'ordre du
jour de cette réunion, je compte sur ta présence.

Bien fraternellement,

Louis VAN GEYT
Président

AVANT-PROJET DE NOTE DU BP AUX MEMBRES DU CC (en vue de la session
du 27/9/1975)

=====

N.B. Pour la bonne compréhension de la présente par les membres du BP, je me permets de me référer, entre autres, à la note du 18/7/75 destinée au groupe de travail "réformes de structure" (dont exemplaire " pour rappel " ci-joint).

=====

- 1) Le BP propose de convoquer le XXII^e congrès pour fin mars-début avril 1976 (qui implique report de 1-2 mois du Congrès de la JC/KJ - contact préalable à prendre ?)

THEME: " UNIR LES FORCES POPULAIRES SUR UN PROGRAMME ANTI-CRISE "

(au niveau du pays, des régions, des communes - l'aspect communal devant être "creusé" et "complété" par les Conférences régionales à tenir dans la foulée du Congrès).

Le document du CC pour le Congrès devrait "sortir" d'une session à tenir en décembre, qui donnerait le signal pour la discussion dans le Parti (cellules, sections, congrès fédéraux)

- 2) La situation (nationale et internationale) s'est profondément modifiée depuis le début de l'année.

a) L'impérialisme a dû "encaisser" Helsinki et l'Indochine. Sa situation " interne " est caractérisée D'ABORD par la CRISE, qui non seulement atteint une ampleur sans précédent depuis 40 ans (à fortiori depuis 1945), mais encore comporte une série d'aspects DURABLES par delà son aspect "cyclique" (ou conjoncturel à court terme): instabilité des monnaies, inflation persistante, "révolte du tiers-monde" (pétrole-matières premières), sous-emploi massif et de longue durée -(par delà les "reprises " partiel-

lles espérées)

b) Le rapport des forces mondial s'est nettement amélioré au profit du socialisme; il n'a cependant pas encore "basculé " de façon "décisive."

L'impérialisme a fini par (devoir) s'accomoder du socialisme existant - en spéculant d'ailleurs sur ses oppositions internes et avant tout sur le fait que la "direction chinoise " apère aujourd'hui dans une direction plus anti-soviétique (et anti-forces principales du mouvement révolutionnaire mondial) qu'anti-impérialiste

C) L'impérialisme - surtout américain - est, en même temps, bien décidé :

- à raffermir son emprise sur la partie du globe où il domine encore (à la limite : les deux-tiers du monde, dont ne font pas partie les quatorze Etats socialistes et, désormais le "reste de l'Indochine): d'où notamment, les "reprises en mains " au Moyen-Orient (à commencer par l'Egypte), dans le sous continent indien (Bangla Desh), en Amérique latine (après la tragédie chilienne, le Pérou?) et en Europe méridionale (étouffement de la révolution portugaise, arrêt de la "défascisation " grecque...)
- à faire payer la crise par les travailleurs, par les peuples ("sous-développés " comme "développés", et par les partenaires monopolistes les moins forts (dont ceux de la CEE, d'ailleurs " joués" les uns contre les autres), par le recours combiné au " bâton " (austérité imposée; pouvoir plus fort; menaces contre les pays de l'OPEP); et à la "carotte " (austérité "concertée";

appel aux "réformistes disponibles"; ouvertures lénifiantes aux gouvernants "raisonnables" du Tiers-monde);

-à limiter soigneusement les "retombées" du dépassement de la guerre froide (Helsinki; Appolo-Seyouz) sur le plan à la fois 1°) de la poursuite de la course aux armements d'où en même temps, un accrochage renouvelé aux blocs (Otan face à Varsovie) fût-ce dans l'optique de leur "coexistence acceptée" plutôt que de leur "confrontation";

2°) de la relance de l'anticommunisme à usage interne, dans le double dessein de faciliter les ouvertures en direction des "réformistes disponibles" (et d'en accroître l'audience et le nombre) et parallèlement, D'ISOLER LES AVANT-GARDES qui refusent l'installation dans la crise tout autant que dans la "consolidation des blocs";

3) En Belgique, comme dans la plupart des pays capitalistes d'Europe, le rapport des forces sociales en particulier "le poids et la cohésion relative d'un Front commun impulsé par la FGTB) contraint le pouvoir à tenter d'appliquer une "politique de crise sans affrontement social direct".

L'aggravation même de la crise (chômage et inflation; dépressions régionales...) rend de plus en plus difficilement praticable une telle politique pour une droite prenant politiquement appui sur la seule Démocratie chrétienne, à l'exclusion du PSB.

Aussi les pressions externes et internes sur et dans celui-ci redoublent-elles pour que, cessant de balancer entre une opposition plus conséquente, refusant l'installation dans la crise,

et le volontariat pour un "partage équitable des sacrifices", le PSB opte pour ce dernier.

Le but de l'opération lancée par Nothomb-Herman (avec l'appui de VdB) est avant-tout de faciliter" l'application d'une politique des revenus acceptée, inspirée de celle des Schmidt -Wilson et consorts - qui préserve plus aisément les surprofits des monopoles au prix de la compression du niveau de vie des masses, de l'aggravation de la crise ("surproduction relative") et de ses conséquences sur l'emploi comme sur l'existence des entreprises modestes ou moins fortes.

Pour aboutir, cette opération implique d'isoler et d'affaiblir les forces les plus combattives du mouvement ouvrier et démocratique, celles qui s'opposent le plus fermement à la "politique de crise" parce qu'elles refusent de se plier aux nécessités du pouvoir des monopoles - c'est-à-dire avant tout, la gauche FGTB sur le plan syndical et notre Parti sur le plan politique .

Aussi implique-t-elle d'accréditer dans les masses non pas, tout simplement, l'idée de la "fatalité de la crise", mais plutôt celle que l'acceptation de la crise et de ses conséquences constituerait un "moindre mal" par rapport aux changements que les forces anti-monopolistes les plus conséquentes - en particulier les communistes et ceux qui leur sont assimilés - voudraient réaliser.

- 4) A cette fin, le pouvoir et ses alliés (réformistes de droite compris) décuplent leur offensive sur le terrain idéologique, pour faire admettre par de larges couches de l'opinion, y compris ouvrière et progressiste, les conceptions fallacieuses suivantes:

- d'une part, la "politique de crise" du pouvoir serait compatible avec une sauvegarde au moins relative, de l'acquis sur les plans social, démocratique et pacifique;

- d'autre part, toute atteinte sérieuse à la toute puissance des monopoles, à leur emprise sur le pouvoir, ne pourrait se faire qu'au prix d'une remise en question de ce triple acquis.

Il apparaît de plus en plus que la pointe de cette offensive mystificatrice - qui "alimente" et, jusqu'à un certain point, conditionne l'offensive économico-sociale pour réduire le pouvoir d'achat et l'emploi et l'offensive politique pour renforcer l'emprise du grand capital et de la droite (belges, "européens" et "atlantiques") sur le pouvoir d'Etat - porte sur les aspects démocratiques de l'acquis, c'est-à-dire d'une part, sur la prétendue "solidité démocratique" du pouvoir des monopoles et d'autre part sur les prétendues "visées anti-démocratiques" ou, à tout le moins, "non-démocratiques" de la gauche anti-monopoliste, et en particulier "des communistes et assimilés". Ceci, à la fois pour isoler et affaiblir ladite gauche et pour émousser la résistance populaire aux tendances autoritaires du pouvoir des monopoles.

Sur quoi cette offensive prend-elle appui?

- a) sur la crainte des changements, surtout des changements importants, de la majeure partie des couches moyennes - par ailleurs plus perméables aux idées anti-ouvrières, poujadisantes, autoritaires, en temps de crise - et dans les couches les moins combattives du monde du travail;
- b) sur la tendance à une certaine résignation, à un certain scepticisme concernant l'efficacité des luttes pour la défense de l'acquis chez une partie des travailleurs des secteurs les plus frappés par la crise et le chômage;
- c) sur un embellissement fallacieux du passé et du présent "démocratiques" du pouvoir, notamment dans la foulée de la part prise par les forces impérialistes "démocratiques" à la victoire sur l'Allemagne hitlérienne et de leur recours, dans la période de croissance relative séparant cette victoire de la crise actuelle aux méthodes du prétendu "capitalisme social" et de la soi-disant "économie concertée";
- d) sur une présentation mensongère des objectifs et de la stratégie des communistes et de toute la gauche avancée, présentation basée notamment sur une assimilation fallacieuse des situations, des enjeux et des "projets de la gauche" dans les pays capitalistes développés - qui depuis 1945 sont dotés tous, à des degrés divers, de régimes politiques "démocratiques" - aux situations, aux conditions et aux stratégies politiques profondément différentes qui furent à la base de l'instauration du socialisme là où il est réalisé, et en fonction desquelles combattent les forces révolutionnaires, voire simplement progressistes dans une série

de pays moins développés où les acquis démocratiques sont soit inexistants, soit fort récents et fragiles- en fait, dans la plupart des pays du "Tiers-monde", mais aussi, dans une large mesure, dans un pays "sud européen" tel que le Portugal.

Pour rendre cette assimilation fallacieuse plus crédible, les propagandistes du pouvoir n'hésitent pas, notamment, à susciter et à entretenir la confusion entre la juste solidarité des forces de gauches avancées d'un pays comme le nôtre - et d'abord des communistes - avec les forces révolutionnaires portugaises, leur juste refus de porter atteinte aux prérogatives de celles-ci en ce qui concerne la définition de leurs objectifs et de leur stratégie, et une prétendue similitude d'objectifs et de stratégie entre les unes et les autres. Ils n'hésitent pas non plus, quand ils le peuvent, à identifier par exemple les justes et sévères critiques formulées par les communistes et d'autres progressistes, à l'encontre de l'attitude d'un Soares et de ceux qui, dans le mouvement socialiste (avec Schmidt et Wilson en tête), prônent ouvertement une intervention de l'Otan, au Portugal, aux critiques d'un type tout différent, que nous exprimons dans un esprit résolument " constructif" au sujet des attitudes "réformistes" du PSB et de ses divers courants - depuis les participationnistes " piaffant d'impatience jusqu'aux "oppositionalistes" inconséquents - vis-à-vis de la politique de crise du pouvoir.

Ce faisant, les propagandistes du pouvoir cherchent bien entendu, d'abord à "nous " discréditer aux yeux des "autres"; mais il faut bien voir qu'ils cherchent en même temps, à nous inciter à adopter des attitudes de repli sur nous-mêmes, de remise en cause des orientations à la fois unitaires et anti-monopolistes tracées par nos Congrès depuis 1954, et éclairées par une série de conférences internationales des partis communistes, dont la dernière en date fut celle des partis de l'Europe capitaliste, tenue à Bruxelles en Janvier 1974.

- 5) Au stade actuel plus encore peut-être que dans la période qui s'est terminée fin 1974 début 1975, la question décisive est celle des étapes dans la lutte contre le pouvoir des monopolies, sur la route qui mène au socialisme. Plus précisément encore, elle est celle de l'étape stratégique à entamer dans la période présente. Nous n'avons pas à nous substituer aux forces révolutionnaires - et d'abord au parti marxiste(léniniste- de quelque pays que ce soit, en ce qui concerne la définition de ces étapes sur chacun de leurs " terrains" respectifs.

Mais en ce qui nous concerne, nous considérons qu'il ne saurait être question, compte tenu des conditions à la fois nationales et internationales de notre lutte, et compte tenu en particulier de la " configuration" politique et idéologique de notre mouvement ouvrier et de l'ensemble des masses de notre pays, de confondre l'étape actuelle avec l'étape du passage au socialisme.

Sur ce plan primordial, il n'y aura guère dans nos rangs de contestation formelle- d'autant moins qu'il s'agit là d'un point acquis

pour l'ensemble des partis communistes des pays capitalistes développés d'Europe- y compris ceux qui, tels que nos partis frères français et italien, disposent à la fois d'une audience majoritaire dans la classe ouvrière et de larges types d'alliances avec d'autres forces ouvrières et démocratiques de leurs pays respectifs.

Il n'y aura guère de controverses non plus, sur l'affirmation selon laquelle l'étape actuelle tend à réaliser, par une voie démocratique et pluraliste des transformations politiques et économiques de type antimonopoliste, qui portent atteinte à la domination actuelle du grand capital mais restent en-deça du socialisme.

La discussion amorcée lors des sessions du CC de mai et juin derniers, au lendemain de nos Conférences régionales, sur les conclusions provisoires auxquelles avait abouti la session du CC d'octobre 1974 ("Unir les progressistes pour un tournant démocratique") a toutefois montré clairement, à la fois, que notre réflexion et que notre coopération en ce qui concerne la définition de cette voie et de ces transformations sont loin d'être achevées, et que de sérieuses différences existent en ce qui concerne la manière de traiter ces questions capitales pour toute notre lutte d'aujourd'hui, autant que pour notre action de demain.

Avant les vacances d'été, cette discussion a essentiellement été centrée sur le problème, à coup sûr important mais, dont il faut bien voir qu'il risque d'apparaître quelque peu abstrait dans les

conditions belges d'aujourd'hui, du "seuil des réformes" à franchir - c'est-à-dire sur la nature et l'ampleur du programme "précis mais limité" de réformes structurelles à réaliser par un gouvernement "progressiste" et les forces sur lesquelles il s'appuie - pour "opérer une rupture" dans la domination du grand capital monopoliste sur l'économie et sur l'Etat.

Nous disons que ce problème risque d'apparaître quelque peu abstrait, parce qu'il ne se poserait sur le terrain de la réalité politique/ belge que dans la mesure où de larges forces "progressistes" seraient DEJA acquises (ou près d'être acquises), dans leur masse à la conviction que pour sortir des difficultés actuelles ET PRESERVER L'ACQUIS QU'ELLES MENACENT, une telle "rupture" est, comme telle indispensable.

Nous sommes évidemment loin du compte - même s'il est vrai que les orientations exprimées dans les documents des congrès doctrinaux de la FGTB(1971) et du PSB(1974), voire dans le "programme politique" du MOC wallon et francophone, montrent qu'au niveau théorique - qu'en l'occurrence, on ne saurait confondre avec le niveau de la pratique politique - cette conviction a fait un certain chemin dans l'esprit d'un nombre appréciable de militants des dites formations.

Autrement dit, si nous continuons de centrer notre élaboration et notre discussion essentiellement sur ce problème - et davantage encore, - si nous en faisons le point de départ de notre effort en direction des masses et des "autres" - nous risquerions fort d'apparaître comme posant et cherchant à résoudre, en présence des difficultés actuelles qui assaillent "concrètement" les masses,

des problèmes qui ne les concernent qu' "abstraitement".

Rappelons à ce propos ^{que} notre conception des étapes implique-
mais il importe de le confirmer avec la plus grande netteté-
le passage de l'étape "antimonopoliste" à l'étape "socialiste" -
qui exige que le pouvoir soit exercé sous la direction incontestée
de la classe ouvrière - pourra être réalisé seulement quand:

- a) la première sera soit achevée, soit très largement entamée;
- b) une majorité du peuple aura acquis la conviction (ou à
tout le moins accepté l'idée) que la seconde est nécessaire

Or, cela implique entre autres, que la première étape - avec les
objectifs et les moyens qu'elle postule - n'entraîne pas "auto-
matiquement, voire nécessairement la seconde, et que les alliances
" progressistes" qui y conduisent, si elles comprennent ou asso-
cient obligatoirement, - à côté d'autres forces, toutes plus ou
moins résolument anti-monopolistes - tous les partisans sérieux
du socialisme, ne sont pas pour autant automatiquement , voire
nécessairement "dominées" par eux.

En revanche, la première étape ne pourra être réellement franchie,
que lorsque une majorité du peuple aura acquis la conviction (ou
à tout le moins accepté l'idée) qu'il est nécessaire d'entamer et
de limiter la toute puissance des monopoles, d'installer un pouvoir
qui échappe à leur domination politique et d'opérer des réfor-
mes qui réduisent leur domination économique, pour sortir de
leurs difficultés actuelles et écarter les menaces qu'elles font
peser sur l'acquis.- difficultés et menaces qui sont étroitement
liées à la crise, non seulement dans la réalité mais encore dans
l'esprit des masses.

6) Compte tenu de ce qui précède, notre recherche et notre discussion devraient, à notre avis, se "rencontrer" en vue du Congrès sur les questions suivantes:

- Est-il possible, dans le contexte national et international de la période présente, d'unir le "gros" des forces ouvrières et populaires, et de rallier une majorité " progressiste pluraliste" POUR CONSOLIDER ET DEVELOPPER L'ACQUIS en imposant un programme efficace " de sortie de la crise" sur la base du développement du marché intérieur (consommation populaire "individuelle et collective" ; investissements "sociaux" créateurs d'emplois; réorientation des investissements économiques vers des productions incorporant un pourcentage élevé de travail manuel et intellectuel très qualifié; politique des prix, et des impôts qui préserve les revenus modestes et moyens en mettant à contribution les gros revenus et les grosses fortunes...) et de la réorientation des relations extérieures (politique étrangère et militaire indépendante, axée sur le dépassement des blocs et la réduction des armements; politique commerciale et financière ouverte, axée sur des accords de coopération bilatéraux et multilatéraux à long terme, y compris avec les pays du monde socialiste et du "Tiers-monde)?

- Quels sont les axes de ce programme et le "MINIMUM NECESSAIRE " de réformes structurelles QUE CE PROGRAMME IMPLIQUE?

Nous pensons que c'est en fonction de CES questions qu'il faut s'attachera à FAIRE APPARAITRE LE LIEN INDISPENSABLE (resté jusqu'ici peu " convaincant") entre nos propositions anti-crise

à portée immédiate et, pour l'essentiel: " défensives ", d'une part, et la perspective " progressiste " que NOUS proposons, d'autre part, pour consolider durablement et porter plus avant l'acquis.

Nous pensons que c'est également en fonction d'elles qu'il importe de PRECISER et, le cas échéant, de COMPLETER l'ensemble de réformes structurelles issu de la session du CC d'octobre 1974 (Unir les progressistes....) en évitant soigneusement d'"alourdir le paquet" plus que l'enjeu ne l'exige - soit par une certaine improvisation, soit par une référence trop mécanique à des discussions et des travaux antérieurs - et dont la valeur reste entière mais qui avaient trait bien davantage à la "transition vers le socialisme" (voir notamment le programme issu de notre XXI^e congrès) qu'à l'étape anti-monopoliste, envisagée dans les conditions présentes de la crise en Belgique, soit encore par une assimilation inappropriée des exigences et des possibilités de la situation belge à celles, par exemple de la situation française. On a en effet quelque raison de penser - même si cela doit être vérifié le plus sérieusement possible - qu'en Belgique la " seule " appropriation publique des banques d'une part, de l'essentiel du secteur énergétique et des principales entreprises-clés contrôlées par les "multinationales " d'autre part, assureraient sans doute à une coalition "progressiste" des moyens permettant de faire prévaloir ses objectifs "anti-crise" malgré l'opposition des monopoles. Il serait par ailleurs déraisonnable, de ne pas tenir compte du fait que le contenu concret de l'étape anti-monopoliste, y compris en ce qui la distingue de l'étape socialiste

dans le contexte de l'aggravation de la crise, est nécessairement déterminé pour une part, dans chaque pays, par le "poids spécifique" qu'y ont acquis les partisans convaincus du socialisme au sein du mouvement ouvrier et démocratique, comme à l'échelle de la société).

- 7) Cependant, s'il nous paraît assez probable que notre recherche et notre discussion, engagées dans la voie proposée, aboutirait à définir un "programme anti-crise" qui comporte un ensemble de réformes anti-monopolistes relativement limité- et assez en-deça de celui qu'exige une "transition irréversible au socialisme" - la CONDITION PREMIERE pour donner à ce programme une ASSISE POLITIQUE, pour en faire le point de départ d'une campagne efficace vers les masses et vers les "autres", c'est qu'il prenne appui sur un ample développement de la bataille à la fois "indépendante" et "rassembleuse" du Parti, pour unir les forces ouvrières et démocratiques contre la politique de crise et ses effets.

Il s'agit dans cette optique, que nous nous montrions d'autant plus PRECIS, plus ACTIFS, plus "EXIGEANTS" DANS LA PRATIQUE, en prenant appui sur les masses et en direction des "autres"

(forces syndicales, forces politiques "progressistes", à commencer par le PSB et sans jamais oublier les forces représentatives de MOC-ACW) sur le triple plan:

- du refus de la régression et de l'austérité (pouvoir d'achat, emploi, régions, dépenses sociales et culturelles)
- refus de l'alignement renforcé sur les USA et l'Otan (pétrole avions, Portugal...)

- de l'opposition à toute politique de "partage des sacrifices" et de "résignation à la suprématie du dollar ", c'est-à-dire en particulier, à toute rentrée des PSB dans une coalition "du moindre mal".

A cet égard, et dès lors à l'égard de tout ce qui précède, la bataille pour mobiliser tout le Parti sur les "axes" du plan de travail revêt une importance décisive.

- 8) Toute l'orientation^{ici}/proposée à notre recherche et à notre discussion, est sous-entendue par l'optique non seulement profondément unitaire et anti-monopoliste, mais encore résolument démocratique et "postulant le pluralisme", que notre Parti a faite sienne dans le (longue) période ouverte par son XI^e congrès et éclairée par les débats ^{dont} le notre mouvement a été le siège à partir du XX^e congrès du PCUS.

Sur la portée de cette optique démocratique et " postulant le pluralisme", que nous avons en commun - par delà toutes les spécificités de chacun - avec l'ensemble des partis frères de pays développés de l'Europe capitaliste, il importe d'être particulièrement précis aujourd'hui compte tenu de l'offensive idéologique du pouvoir évoquée plus haut, et des échecs (même différenciés) qu'elle rencontre auprès des courants "réformistes" du mouvement ouvrier.

Cette optique implique, en effet, non seulement le respect, mais encore la défense active de l'acquis démocratique, - y compris le respect des "majorités électives " - tel qu'il résulte notamment de la part prise par les forces populaires, aux premiers rangs desquels combattaient les communistes, à la victoire sur l'Alle-

Allemagne nazie - en particulier dans les pays d'Europe occidentale où l'arrivée des armées américano-britanniques a permis au grand capital de sauvegarder pour l'essentiel, puis de restaurer entièrement son pouvoir.

C'est en effet dans une large mesure cet acquis démocratique et son "intégration" dans leur "capital politique" et dans leur stratégie par les forces de gauche avancées, et d'abord par les partis communistes de ces pays, qui a déterminé les "conditions" dans lesquelles le grand capital, même étroitement associé et largement soumis à son partenaire dominant d'outre-atlantique, a dû exercer son pouvoir. Or, ces "conditions" qui sont pour beaucoup:

- dans la "part de bien-être" qu'ont pu arracher les forces ouvrières et populaires, pendant la (longue) période de relative expansion d'après-guerre;

- dans l'opposition populaire efficace, aussi parce que conjuguée à l'essor et à la politique pacifique des pays capitalistes, contre la politique de la "guerre froide" et contre les plans de sa transformation en "guerre chaude";

- dans le fait qu'il est possible d'envisager une riposte "démocratique et pacifique" victorieuse à la politique de crise, ce qui implique évidemment que soient mises en échec les "solutions" de type autoritaire envisagées par le pouvoir des monopoles dans divers pays, y compris le nôtre.

Dès lors il s'agit là pour notre Parti, d'un "capital politique" qu'il importe de défendre bec et ongles, d'abord contre l'offensive idéologique du pouvoir, mais aussi contre tout

dévolement mécaniste, sectaire et finalement négativiste de la juste critique que nous faisons des limites et des entraves de la "démocratie bourgeoise", ou plutôt de l'acquis démocratique tel qu'il a pu, dans la foulée de la victoire de 1944/45 être imposé et préservé à l'encontre du pouvoir des monopoles, dans les pays capitalistes développés d'Europe et notamment en Belgique.

- 9) Il conviendrait de conclure la présente note - ou à tout le moins les documents à élaborer au départ des idées qui précèdent - par une argumentation concrète et convaincante, montrant que non seulement le renforcement présent, mais encore le développement politique ultérieur de la bataille anti-crise exigent un renforcement considérable de l'action "indépendante et rassembleuse" de notre Parti et des organisations communistes de la jeunesse - et dès lors une augmentation importante de leur audience, de leur influence politique et de leurs effectifs.

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 17 OCTOBRE 1975

PRESENTS: BLUME - DANS - DUCHATEAU - DE CONINCK - DUCHATEAU - DUSSART-
GLINEUR - RENARD - TURF - VAN GEYT

EXCUSES: COUSSEMENT VANDEN BRANDE.

=====

DELEGATION BP au CF DE LIEGE : confirmer accord pour le 24/10

- vcomposition délégation à fixer mais en tous cas L.VAN GEYT et RENARD
- O.J. : lutte contre la politique de crise et perspectives du XXII^e
congrès (sans anticiper sur les discussions pré-congressuelles qui se
situent pour le moment au niveau du CC)

- MESURES CONTRE ABSENTEISME AU CC: prendre acte des mesures décidées
par le secrétariat pour y remédier

- FONCTIONNEMENT CC: à revoir à un prochain BP (après discussion préa-
lable au secrétariat)

- SITUATION POLITIQUE: objet de la discussion: préciser n/analyse et o-
rientation de combat : s/ programme de relance
s/politique des revenus
s/ congrès PSB

- tenir compte que le gouvernement table sur certaines différences objec-
tives entre wallons et flamands (surtout dans les milieux démo-chrét.
flamands et plus particulièrement dans des milieux politiques)
et également sur certaines divergences au sein du FCSyndical

- dans la lutte contre la politique des revenus:

-- alerter s/blocage des négociations des conventions collectives et
insister auprès des communistes dans les syndicats pour que soient
élaborés des cahiers revendicatifs sectoriels

-- lier le mot d'ordre "pré-pension à la carte " aux revendications
jeunes, 36 heures et maintien volume de l'emploi

-- souligner la nécessité de l'action des organisations syndicales

-- s/congrès PSB : aspect positif résultant de l'intention confirmée de
ne pas sortir trop vite de l'opposition mais ambigu quant aux modalités
de participation au Gouvernement et quant à des mots d'ordre précis d'ac-
tiver - (bataille nécessaire et possible contre tendance Simonet)

- développer le plan de travail pour mettre des actions en route (en
FCS là où c'est possible) et en donnant l'éclairage sur les prolonge-
ments politiques axés sur:

- a) l'échec à la politique des revenus : mettre accent dans :
 - services publics (c/bloquage conv.collective)
 - assurances et secteurs employés (efforts particuliers à Bruxelles)
 - sidérurgie : pour les 36H. au niveau sectoriel
- b) - bataille pour maintien du volume de l'emploi (permet de réagir contre les pseudo-réformes gouvernementales et contre l'équivoque des positions du PSB)
 - Faire efforts pour avoir réactions de quelques grandes entreprises (cf.FN - Cockerill- Sabena...)
 - pour P.M.E. : demander propos. à la commission des Indépendants
- LOIS PROGRAMME ET FISCALITE. (au départ note J.Turf)
 - s'orienter vers le dépôt au Parlement d'amendements tendant à une politique fiscale différente de celle du gouvernement et portant particulièrement s:
 - adaptation minimas imposables
 - revoir taxation moyens et gros revenus
 - suppression cumuls
 - indexation barèmes fiscaux
 - J.Turf (avec son groupe d'experts) et G.Glineur préparera ces amendements en liaison avec le groupe parlementaire
- ALLOCATION SOCIO-PEDAGOGIQUE: proposition seront présentées par Turf à un prochain BP (après poursuite discussion avec la Commission féminine)
- PREPARATION CONGRES.
 - s/base schéma de L.VAN GEYT préparer projet de document par J.Blume (pour parti e politique) et par P.Joye (s/partie économique) et en liason avec Renard-Turf- Van Geyt)
 - donner connaissance aux membres BP du document A. DUCHATEAU s/réf. Structures

OJ PROCHAIN BP reporter la discussion s/problème intern. au BP 7/11

PROCES VERBAL DU BP DU 7.11.1975

PRESENTS: BLUME - COUSSEMENT - DANS - DEBROUWERE - DE CONINCK -
DUCHATEAU - DUSSART - GLINEUR - RENARD - TURF - VANDEN BRANDEN- VAN
GEYT

=====

POLITIQUE EXTERIEURE.-

CONFERENCE PAN EUROPEENNE DES PC A BERLIN:

compte tenu de son objectif et de notre accord sur la formula-
tion actuelle du projet de résolution, appuyer les propositions pour
la tenue la plu rapide possible de la conférence

réunir les conditions pour pouvoir, sans désaccord des principaux
partenaires, avancer des propositions publiques sur les problèmes
de désarmements (Europe centrale- zone sans armement atomique et à
armements conventionnels réduits)

fournir texte actuel du document aux camarades (DANS-DUCHATEAU
GLINEUR - RENARD- NUDELHOLE)

INITIATIVE (JUILLET 75) DU PCB AUX PC DE LA CEE.

prendre acte des diverses propositions des PC consultés
accord sur reprise de contacts avec PCF-PCI-Gde BRETAGNE et RFA)
pour examiner comment poursuivre la réalisation du projet s/base de
la proposition initiée du PCB

s'il s'avérait nécessaire de procéder à une consultation de tous
les partis ayant participé à la conférence de Bruxelles, il faudrait
élargir le nombre d'initiateurs et suggérer la rencontre après la
Conférence Pan Européenne.

à court terme, tâcher d'arriver à une réunion limitée de travail
entre les 4 partenaires précités.

INITIATIVES DE LA SECTION DE POLITIQUE ETRANGERE.

mettre accent sur initiat.belges sur les problèmes du désarme-
ment, après la conférence d'Helsinki.

dès lors, après s'être informés des possibilités, envisager
une initiative^{en} direction du gouvernement belge pour qu'il fasse
des premiers pas dans le sens des mesures souhaitées (zone d'arme-
ments réduits...) et éventuellement même une initiative commune de
PC de l'Europe atlantique

2-

DEBAT IDEOLOGIQUE EN COURS S/ LA VOIE VERS LE SOCIALISME

nécessité de repréciser notre opinion avant le prochain congrès
(étapes)

communiquer avis à la délégation qui participera à la confér.
Pan Européenne

PERSPECTIVE DE MANIFESTATIONS UNITAIRE POUR L'ESPAGNE.

en prendre acte...et en informer les fédérations pour qu'elles
apportent leur contribution

CONGRES POUP. VARSOVIE: 8/12 accord pour que R. LEWIN soit le 2e délégué

DISCUSSION AVEC UNE DELEGATION DE SECRET?FEDERAL DE CHARLEROI.

Il en résulte:

importance de la région pour application de la politique du
Parti dans les luttes sociales et politiques

tendance à "globaliser" les problèmes (notamment par
directions syndicales) alors que l'objectif du maintien du niveau
de l'emploi dans chacun des secteurs concernés a une importance dé-
terminante

poursuivre la réflexion: s/les rapports avec les autres compo-
santes du mouvement ouvrier

s/ la place du Parti dans les luttes
ouvrières

accentuer encore les efforts pour
l'implantation du Parti

essayer si possible, d'avoir des prises de position en faveur
de la disjonctions du chapitre social de la loi-programme, lors des
débat qui vont s'ouvrir au Parlement.

PROCES VERBAL DU BP DU 5/12/1975

PRESENTS: BLUME - COUSSEMENT-DANS- DEBROUWERE - DE CONINCK- DUCHATEAU-
GLINEUR - RENARD - TURF - VANDEN BRANDEN - VAN GEYT

EXCUSE: DUSSART

=====

POLITIQUE EXTERIEURE.

- prendre acte de la convocation à Paris des sections politique extérieure des PC de la Conférence de Bruxelles (10/12/1975) -

OBJET: Initiatives en faveur démocratie en Espagne

Représentant du PCB: A. DE CONINCK

- Conférence des PC D'EUROPE: informer J.Terfve qu'il est invité à présenter un rapport au BP du 19/12 en vue d'une communication au CC du lendemain.

SITUATION POLITIQUE.

Lutte contre la Loi programme.

-- inégalité très marquée entre la bataille contre le chapitre III sur les Universités et les autres aspects de la loi, suite notamment au recul partiel du gouvernement sur certains aspects de la politique des revenus (certaines libertés pour nouvelles conventions collectives et revendications salariales et du fait que le PSB et FGTB se sont enfermés dans une fausse alternative (grève générale ou passivité)
"L'opposition" du PSB n'est pas de nature à stimuler les masses (cf. discrédit du Parlement lors débats des Fusions Communes.. campagne moins 5-dénonciation de l'incompétence du gouvernement...)

- absence d'appel à l'action de la FGTB...

- La montée des luttes ne pourra se faire dans la mesure où le parti contribuera à démontrer le lien entre la loi programme et le plan général de crise du gouvernement compte tenu de ce que de nombreux secteurs - sauf les universités - ne seront frappés par la loi programme qu'indirectement ou à terme.

- Par conséquent:

-- pour les Universités: aider les camarades de ce secteur à déjouer au maximum le piège visant à battre ce secteur isolément

-- souligner que les conditions existent pour que le gouvernement soit obligé de revoir certaines dispositions du chapitre III et par conséquent mettre en avant le mot d'ordre d'exigence (p. le FCS étudiants) du refus par les autorités académiques, d'appliquer les restrictions prévues par le chapitre III

-- prévoir, à cet effet une réunion des camarades du secteur AVANT le vote sur la "disjonction".

-- publier RAPIDEMENT un tract explicatif sur l'enjeu, le 1er succès et la bataille qui doit encore être gagnée sur les nouvelles conventions collectives (s'inspirer de l'intervention de L.VAN GEYT au Parlement ce vendredi...)

Exiger du PSB qu'il se batte autrement...

- déjouer la fausse alternative (grève générale ou le néant) en suscitant des initiatives en direction des forces politiques

-- préparer pour le DR un tableau avec l'ensemble du plan gouvernemental comprenant la loi programme et souligner les points essentiels de cette dernière pour lesquels il faut continuer à se battre.

-- prévoir relais, au début de l'année sur l'ensemble de la politique des revenus du gouvernement.

OPTIONS BUDGETAIRES 1976.

RECETTES:

- examiner au prochain secrétariat, avec option favorable, la proposition de continuer un Fonds cumulé (F.Presse et F?Combat) et une répartition différente des versements des fédérations (au lieu d'imposer au x fédérations un versement à 100% pour le F. de presse et de 25% p.F.Combat, envisager un versement global de 45% fixer dans ce cas, les modalités de "garanties" d'exécution des engagements par les fédérations).

DEPENSES:

Salaires; réexaminer les salaires de certains camarades ne bénéficiant pas de biennales

- nombre de permanents de certaines fédérations :
examiner les demandes précises de Bruxelles et Anvers ce qui implique-
ra un reexamen des mesures envisagées pour certaines fédérations
ne disposant pas de permanents.

DATE DU CONGRES: accord pour 9/10/11 AVRIL 1975

Pour les Pionniers, envisager de les aider pour compenser les pertes qu'ils subiraient par le report de leurs festivités.